

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière**
– Bruxelles, 28 et 29 octobre 2002 ¹

I. OUVERTURE DE LA SESSION

1. Présentation par le Président de l'avant-projet de traité constitutionnel

Le Président a présenté le projet d'architecture du futur traité établi par le Praesidium. Il a souligné que ce projet est celui d'un traité constitutionnel, reflétant ainsi la volonté de la quasi-totalité de la Convention. L'approche retenue est fondée sur le large consensus dégagé lors du débat de la dernière session plénière en faveur du principe d'une personnalité juridique unique, qui a ouvert la voie à la fusion des traités de la Communauté et de l'Union européenne. Ce texte unique comporte trois parties:

- la première partie contiendrait les dispositions définissant l'architecture institutionnelle,
- la deuxième partie porterait sur les politiques et les actions de l'Union,
- la troisième partie contiendrait les clauses finales et de continuité juridique habituelles dans ce type d'acte constitutionnel.

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://european-convention.eu.int>

- a) La première partie, celle qui reprend les dispositions fondamentales et qui doit donc être particulièrement claire et percutante, comporterait un préambule et définirait ensuite:
- ce qu'est l'Union (sa définition et sa nature juridique);
 - pourquoi les États membres ont décidé de se réunir (quels sont les valeurs et les objectifs qui les rassemblent);
 - que signifie d'être un citoyen de l'Union, et quels sont les droits fondamentaux de l'Union;
 - quelles sont les compétences de l'Union; il sera spécifié que l'Union n'a que les compétences qui lui sont attribuées. Les principes de subsidiarité, et de proportionnalité seront affirmés de manière précise;
 - quelles sont les institutions de l'Union;
 - comment est organisée la mise en œuvre de l'action de l'Union, dans un souci de simplicité, de transparence et d'efficacité;
 - quels sont les principes de la vie démocratique de l'Union;
 - les finances de l'Union;
 - l'action extérieure de l'Union;
 - les relations entre l'Union et son environnement proche;
 - le concept que l'Union est ouverte à tous les États européens qui respectent ses valeurs et droits fondamentaux, et acceptent ses règles.
- b) La deuxième partie du traité, sur les politiques et les actions de l'Union, reprendrait un nombre important de clauses des traités actuels. Des amendements techniques seraient apportés aux articles relatifs aux politiques de l'Union, qui seraient nécessaires pour mettre la 2^e partie en concordance avec la première partie.
- c) La troisième partie comporterait des dispositions finales et de continuité juridique. À la lumière de l'ensemble du projet – qui répond à la demande d'une simplification de l'architecture du traité – il semblerait logique et pratiquement inévitable de penser que ce nouveau traité constitutionnel se substituerait aux traités existants. Dans cette hypothèse, les dispositions finales devraient comprendre les clauses assurant la continuité juridique par rapport à la Communauté et à l'Union européenne.

Le document, diffusé sous CONV 369/02, contient une seconde partie, destinée à apporter certaines indications concernant le contenu des dispositions de la partie fondamentale du traité. Ces indications se proposent d'illustrer l'articulation de ce projet de traité constitutionnel, et d'indiquer la place que les différents éléments prendraient dans le texte.

Le Président a observé que certaines de ces indications correspondent à des orientations qui émergent déjà des travaux de la Convention; d'autres reflètent des propositions qui ont été avancées par les uns ou par les autres, mais qui doivent encore faire l'objet d'un débat ou d'un approfondissement. La question de savoir si certains de ces articles seront retenus, et quel sera précisément leur contenu trouvera sa réponse dans les travaux futurs de la Convention.

Le Président a indiqué que le Praesidium entend présenter, au cours des premiers mois de l'année 2003, en fonction des résultats des débats en plénière sur les recommandations des rapports des groupes de travail, des sections du projet de traité qui auront été nourries grâce aux éléments qui seront dégagés. C'est ainsi que les éléments de constructions viendront prendre leur place dans la structure constitutionnelle, et que la Convention pourra atteindre son but.

2. Le rôle des Parlements nationaux

- débat sur le rapport du Groupe IV "Parlements nationaux" présidé par M^{me} Stuart (doc. CONV 353/02)

La présidente du groupe, M^{me} Gisela Stuart, a présenté les conclusions du groupe, telles qu'elles figurent dans le rapport final (CONV 323/02). Le groupe a examiné le rôle des parlements nationaux eu égard à trois points principaux: la supervision de l'action menée par leur gouvernement au sein du Conseil, le contrôle de l'application du principe de subsidiarité, et le rôle et la fonction des réseaux ou mécanismes interparlementaires multilatéraux.

La présidente a rappelé que, selon les conclusions du groupe, le rôle des parlements nationaux consiste avant tout à demander à leur gouvernement de rendre compte des décisions qu'il prend au niveau européen. De l'avis général du groupe, un échange des meilleures pratiques sur les modèles de surveillance serait utile pour améliorer les systèmes nationaux. Le groupe estime par ailleurs que la transparence du Conseil dans le cadre de son travail législatif est primordiale pour permettre un contrôle effectif par les parlements nationaux. Le groupe a présenté un certain nombre de recommandations concernant des mesures d'application, notamment le renforcement des dispositions contenues dans le protocole sur le rôle des parlements nationaux annexé au traité

d'Amsterdam. En ce qui concerne la subsidiarité, le groupe a approuvé dans l'ensemble les conclusions du groupe présidé par M. Mendez de Vigo. Enfin, le groupe a présenté plusieurs recommandations concernant la structure des relations entre les parlements nationaux et le Parlement européen. La présidente a souligné que l'objectif général des recommandations du groupe est d'améliorer la participation des parlements nationaux aux travaux de l'UE, d'encourager le sens de l'appropriation, et de leur donner réellement voix au chapitre dans un esprit constructif, sans ralentir le processus législatif au niveau européen. La présidente a rappelé que, si le groupe est d'accord sur de nombreux points, ses membres estiment néanmoins qu'un débat plénier sur les questions institutionnelles serait nécessaire avant qu'ils ne puissent adopter des positions fermes sur des propositions visant à mettre en place un nouveau forum réunissant les parlements nationaux et le Parlement européen en vue de discuter, par exemple, les grandes orientations politiques et stratégies de l'UE.

Le débat général qui a suivi l'exposé a montré un large appui de la part des membres de la Convention pour le rapport et les recommandations du groupe. Les éléments ci-après se sont dégagés du débat en ce qui concerne des points particuliers du rapport:

L'importance d'une plus grande participation des parlements nationaux aux travaux de l'Union a été largement reconnue: plusieurs membres ont préconisé que leur rôle soit explicitement reconnu dans le futur traité constitutionnel. On a souligné le rôle des parlements nationaux pour ce qui est de rapprocher l'Union de ses citoyens.

Les mesures recommandées pour faciliter un meilleur contrôle parlementaire national, tout en laissant à chaque État membre le soin d'organiser le contrôle national dans le respect de ses exigences constitutionnelles et des paramètres qui sont les siens, ont été largement appuyées: un pas important, estime-t-on, est de permettre un accès rapide à la fois aux documents consultatifs et aux propositions législatives grâce à leur transmission directe aux parlements nationaux. On a mis en évidence le fait que les recommandations du rapport sont concrètes et qu'elles peuvent rapidement être rendues opérationnelles. De nombreux intervenants ont souligné que la pleine transparence du Conseil dans l'exercice de ses fonctions législatives est primordiale pour permettre un contrôle parlementaire efficace de l'action menée par les gouvernements au sein du Conseil; ils ont exprimé leur plein appui aux recommandations du groupe à cet égard.

L'accord du groupe sur les conclusions du groupe "Subsidiarité" a été bien accueilli par un grand nombre de membres, dont beaucoup ont souligné l'importance d'associer les parlements nationaux dès les premiers stades de la procédure législative. Plusieurs membres se sont félicités des suggestions du groupe visant à améliorer encore le mécanisme de la subsidiarité. Ils ont rappelé notamment le lien entre la subsidiarité et la proportionnalité, et la proposition visant à ne pas limiter le droit de recours aux parlements nationaux ayant émis un avis motivé à un stade précoce. Certains membres ont réitéré leur point de vue selon lequel les régions ayant des compétences législatives devraient avoir un droit de recours dans les limites de leurs compétences. Un membre a réaffirmé ses doutes quant à un mécanisme d'alerte rapide.

L'importance d'une mise en réseau et d'un échange des bonnes pratiques entre parlements nationaux a été soulignée par plusieurs membres, qui y voient un moyen supplémentaire de sensibiliser davantage les parlements nationaux aux travaux de l'Union européenne et de leur permettre d'exercer un contrôle plus efficace. Ils estiment que la COSAC, éventuellement réformée et renforcée, pourrait jouer un rôle important à cet égard. Certains ont préconisé la création d'un petit secrétariat de la COSAC.

La recommandation du groupe visant à officialiser, dans le traité, la méthode de la Convention comme un mécanisme préliminaire à tout changement futur du traité a été favorablement accueillie. Certains considèrent que les conventions ne doivent pas nécessairement être limitées à la préparation des futures modifications du traité et des conférences intergouvernementales, mais qu'elles pourraient avoir une mission plus large.

Le débat a, dans une grande partie, porté sur la participation des parlements nationaux aux débats de l'UE sur les grandes questions de stratégie et de politique. Parmi les idées émises à cet égard – outre le modèle de la Convention – on peut citer l'organisation, chaque année, de semaines européennes, qui seraient une fenêtre commune pour un débat européen dans chaque État membre, l'organisation de conférences interparlementaires sur des questions particulières, et la création d'un Congrès.

Bon nombre d'intervenants sont réticents à l'idée de créer de nouvelles institutions ou entités, qui risquent de compliquer encore l'architecture institutionnelle, et doutent à cet égard du rôle que pourrait jouer un congrès réunissant périodiquement des parlementaires nationaux et européens. Plusieurs intervenants estiment que la Convention devrait évoquer cette idée dans le cadre du débat institutionnel plus large qui aurait lieu plus tard. Certains jugent important d'avoir une idée claire et précise des objectifs et des fonctions de tout nouveau mécanisme ou organe: certains estiment que la possibilité de convoquer une convention, associée à d'autres moyens de mise en réseau des parlementaires nationaux et européens, serait suffisante.

Certains intervenants ont néanmoins appuyé l'idée d'un congrès, à condition que celui-ci ne soit pas doté de pouvoirs législatifs. Des suggestions quant à ses fonctions possibles ont été émises. On a fait valoir qu'un tel forum permettrait d'améliorer le contrôle démocratique du Conseil européen et qu'il doit être considéré comme complémentaire au Parlement européen. Les personnes favorables à l'idée d'un congrès ne sont cependant pas d'accord sur la question de savoir s'il doit avoir un rôle en matière de nominations.

Le président, pour clôturer le débat, a tiré les conclusions suivantes:

- Un large consensus se dégage concernant l'importance d'une plus grande participation des parlements nationaux aux travaux de l'Union, et la reconnaissance de leur rôle dans le cadre du futur traité constitutionnel.
- Leur rôle devrait consister essentiellement à contrôler efficacement l'action des gouvernements nationaux: les propositions du groupe concernant la transmission directe des textes ainsi que d'autres mesures pratiques ont donc été bien accueillies et appuyées par la session plénière.
- L'appui aux recommandations du groupe concernant la subsidiarité et la création d'un mécanisme d'alerte précoce a été une nouvelle fois confirmé.
- La nécessité de renforcer les possibilités de consultation et d'échange des meilleures pratiques entre parlements nationaux a été reconnue.
- Plusieurs idées ont été émises sur la manière d'associer davantage les parlements nationaux aux débats sur les grandes orientations de l'Union européenne, notamment l'officialisation de la méthode de la convention dans le traité constitutionnel, l'organisation de semaines européennes, des conférences interparlementaires sur des questions spécifiques, et la création d'un congrès où se réuniraient périodiquement des parlementaires nationaux et européens. La Convention devra étudier plus à fond le rôle potentiel et les fonctions d'un congrès: de l'avis du président, un tel congrès pourrait jouer un rôle important en invitant des parlementaires nationaux de premier plan, en coopération avec le Parlement européen, à porter des débats sur des questions importantes (par exemple sur l'élargissement) à l'attention d'une opinion publique plus large. La Convention reviendra à ces questions.

- 3. Présentation par M. Hänsch de l'avancement des travaux du Groupe VI sur la gouvernance économique**
- 4. Présentation par M. Christophersen de l'avancement des travaux du Groupe V sur les compétences complémentaires**

La Convention a entendu des exposés sur les travaux de chacun de ces deux groupes, qui présenteront leurs rapports à la prochaine réunion (7-8 novembre).

- 5. La Charte des droits fondamentaux**
 - débat sur le rapport du Groupe II présidé par M. Vitorino (doc. CONV 354/02)

Le groupe présidé par le commissaire Antonio Vitorino avait été chargé d'examiner:

- les modalités et conséquences d'une éventuelle incorporation de la charte dans les traités
- les modalités et conséquences d'une éventuelle adhésion de la CE/UE à la Convention européenne des droits de l'homme ("CEDH")
- En outre, le groupe a également examiné la question du recours juridictionnel effectif et de l'accès des particuliers à la Cour de justice des Communautés européennes.

En introduisant le débat, le président a félicité tous les membres du groupe ainsi que son président pour avoir réussi à élaborer un rapport très consensuel. Les grandes lignes du rapport présenté par M. Antonio Vitorino sont les suivantes:

Le groupe a souligné qu'il appartient à la Convention de prendre la décision politique concernant l'incorporation de la charte dans les traités. Tous les membres du groupe, toutefois, soit soutiennent fermement une intégration de la Charte sous une forme qui rendrait celle-ci juridiquement contraignante et lui donnerait une valeur constitutionnelle soit n'excluent pas la possibilité d'envisager favorablement une telle intégration.

Quant aux modalités d'une éventuelle incorporation, les options de base sont: soit l'insertion du texte des articles de la Charte au début du traité constitutionnel, dans un titre ou dans un chapitre de ce traité; soit l'insertion, dans un article du traité constitutionnel, d'une référence appropriée à la Charte; cette référence pourrait être accompagnée d'une reprise de la Charte en annexe ou d'un rattachement de celle-ci au traité constitutionnel, soit comme une partie spécifique du traité constitutionnel qui ne contiendrait que la charte, soit en tant que texte juridique distinct (p. ex. sous la forme d'un protocole). De l'avis d'un membre du groupe, on pourrait, par une "référence indirecte" à la Charte, rendre celle-ci juridiquement contraignante sans pour autant lui donner une valeur constitutionnelle.

De l'avis du groupe, le contenu de la Charte quant au fond est un consensus mis au point par la précédente Convention: le groupe n'a pas recommandé de modifications quant au fond. Pour le rendre absolument clair et irréfutable, il a cependant élaboré et soumis des propositions d'adaptation de certaines dispositions horizontales contenues dans la Charte. Il a également examiné d'autres questions telles que le préambule de la Charte, le rôle des Explications du Praesidium et la question de l'article 6, paragraphe 2.

En ce qui concerne les modalités et les conséquences d'une éventuelle adhésion de la CE/UE à la CEDH, tous les membres du groupe soit soutiennent fermement soit sont disposés à envisager favorablement la création d'une autorisation constitutionnelle permettant à l'Union d'adhérer à la CEDH. Dans le cadre de cette question, le groupe a insisté sur deux points: préservation de l'autonomie du droit de l'Union et de la Cour de justice à Luxembourg, et l'introduction de mesures de sauvegarde techniques pour indiquer clairement que l'adhésion ne modifierait pas la répartition des compétences entre l'Union et les États membres.

Le groupe a également examiné le système actuel des voies de recours dont disposent actuellement les citoyens de l'Union, notamment compte tenu du droit fondamental à une protection juridictionnelle effective. Dans ce contexte, le groupe a attiré l'attention de la Convention notamment sur la question de savoir s'il y a lieu ou non de réformer les conditions d'accès direct des particuliers à la Cour (article 230, quatrième alinéa, du TCE) dans le souci d'assurer une protection juridictionnelle effective. Le groupe s'est abstenu de faire des recommandations concrètes; il soumet, au contraire, la question d'une éventuelle réforme de l'article 230, quatrième alinéa, du TCE à un examen par la Convention dans le contexte approprié.

Lors du débat général, les intervenants ont, dans l'ensemble, bien accueilli les conclusions du groupe et l'ont félicité ainsi que son président d'avoir réussi à élaborer un rapport hautement consensuel sur une question complexe qui avait précédemment suscité des inquiétudes et des désaccords.

Une très large majorité des intervenants ont appuyé l'incorporation de la Charte dans le traité constitutionnel, ce qui ferait de la Charte un texte juridiquement contraignant ayant valeur constitutionnelle, ou affirmé que – sur la base de l'interprétation commune et des conditions définies par le groupe – ils étaient à présent prêts à envisager favorablement une telle incorporation, en faisant abstraction des désaccords du passé. Il a été affirmé que les droits fondamentaux sont un "élément constructif" essentiel qui, par l'incorporation de la Charte, trouverait la place qui lui revient dans la future constitution de l'Union, et que cette incorporation s'inscrirait dans la logique de l'évolution d'une Communauté économique vers une Union politique de valeurs communes.

Un membre s'est félicité du travail technique utile et solide accompli par le groupe, ce qui a permis de démêler bon nombre des problèmes qu'avait soulevés la Charte, et a affirmé que la décision politique concernant l'incorporation devrait être prise, le moment venu, par la session plénière. Un autre membre a affirmé qu'il restait préoccupé par la Charte, notamment par ses dispositions ayant trait à l'emploi et aux affaires sociales.

Quant à la forme concrète de l'incorporation de la Charte, une série d'intervenants se sont déclarés favorables à l'insertion du texte des articles de la Charte dans le traité constitutionnel (option "a" dans le rapport du groupe). Selon ces intervenants, cela améliorerait la visibilité des droits fondamentaux dans le traité constitutionnel et exprimerait clairement aux citoyens leur haute valeur symbolique.

Plusieurs autres membres de la Convention préfèrent la seconde option de base présentée dans le rapport du groupe, à savoir incorporer la Charte à l'aide d'une référence appropriée dans un article du traité constitutionnel et, comme l'ajoutent certains, en l'annexant ou rattachant au traité comme un document juridique séparé. Selon ces intervenants, cette technique est la plus à même à garantir un traité concis et lisible, à mieux préserver l'intégrité de la Charte, et à éviter certaines complications techniques qui surviendraient en cas d'insertion directe du texte de la Charte dans le traité.

Un nombre bien plus limité d'intervenants préfèrent l'insertion dans un article du traité d'une référence "indirecte" à la Charte comme source pour l'interprétation des droits fondamentaux en tant que principes généraux du droit de l'Union, ces intervenants faisant valoir que tous les articles de la Charte ne pourraient pas de la même manière comporter des droits susceptibles d'un recours judiciaire pour les citoyens, ou que certains droits de la Charte exigeraient une formulation plus précise.

La plupart des intervenants se sont exprimés en faveur des adaptations rédactionnelles des dispositions horizontales de la Charte, comme proposé par le groupe, et apprécient que ces adaptations n'apportent aucun changement de fond à la Charte. Certains intervenants voient dans les adaptations un moyen d'améliorer la sécurité et la clarté juridique et de permettre à des traditions juridiques différentes de se retrouver dans la Charte, et ainsi de permettre à la Charte de devenir un texte juridiquement contraignant. D'autres intervenants estiment que les dispositions horizontales modifiées selon les propositions du groupe ne sont pas nécessaires et ne font qu'exprimer l'évidence, mais qu'elles ne présentent aucun risque et pourraient par conséquent être acceptées si elles peuvent aider à dégager un consensus sur l'incorporation de la Charte comme un texte juridiquement contraignant.

Certains membres ont toutefois exprimé des réserves sur les modifications des articles horizontaux proposées par le groupe, jugeant qu'elles sont inutiles ou qu'elles risquent de diluer la norme de protection prévue par la Charte et qu'elles sont contraires au principe de base qu'est le respect du contenu de la Charte. Ainsi, il a été affirmé que la proposition d'article 52, paragraphe 5, sur l'effet des "principes" de la Charte pourrait être considéré en contradiction avec l'obligation, prévue à l'article 51, paragraphe 1, d'observer ces principes et d'encourager leur application, et qu'elle limitait inutilement la force juridique de ces principes qui, selon ces membres, devraient être justiciables d'une manière générale et pas seulement à l'égard d'actes spécifiquement arrêtés en application des principes. Un membre voit des ambiguïtés dans la formule "en tenant dûment compte du principe de subsidiarité" à l'article 51, paragraphe 1, de la Charte, a exprimé des doutes quant à la possibilité d'application de certaines dispositions de la Charte et a souligné la nécessité de savoir quels articles de la Charte sont des droits et lesquels sont des principes.

Un certain nombre d'intervenants ont souligné la nécessité de préserver le préambule de la Charte, qui contient des déclarations importantes sur la nature fondamentale de l'Union et qui représente un consensus politique délicat auquel a abouti la Convention précédente. Ces membres souhaitent donc que le préambule soit incorporé dans le préambule du traité constitutionnel ou qu'il serve de préambule à ce dernier.

Plusieurs intervenants ont souligné l'importance des Explications qui avaient été préparées à l'initiative du Praesidium de la Convention précédente. Bien que ces Explications, comme certains intervenants l'ont souligné, n'aient aucune valeur juridique, elles sont considérées comme un outil d'interprétation extrêmement précieux – notamment pour les tribunaux et les autorités des pays candidats qui n'ont pas participé à la rédaction de la Charte – ou comme un élément vital de l'accord politique général sur la Charte. Dans cette optique, les intervenants se sont félicités que le

groupe ait recommandé d'incorporer dans les Explications originales les explications données par le groupe chargé des modifications techniques de la Charte. Un membre a cependant rappelé que les Explications avaient été élaborées sous la seule responsabilité du Praesidium et qu'elles n'engageaient pas la Convention précédente, qui avait décidé de ne pas les discuter.

Une large majorité d'intervenants sont favorables à l'insertion dans le traité constitutionnel d'une autorisation constitutionnelle permettant à l'Union d'adhérer à la CEDH. Plusieurs intervenants se sont félicités à cet égard de la position commune à laquelle le groupe est parvenu sur les questions essentielles que soulève l'adhésion à la CEDH; il a notamment été souligné que cette adhésion ne porterait pas atteinte à l'autonomie du droit de l'Union ni à la position de la Cour de justice; que, grâce à certaines mesures de sauvegarde, il sera clair que la "portée" juridique de l'adhésion sera limitée aux compétences de l'Union, sans que celles-ci ne puissent en aucune manière être étendues; et que les positions nationales exprimées à l'égard de la CEDH et de ses protocoles resteront inchangées. Un autre point fréquemment rappelé est que l'incorporation de la Charte et l'adhésion de l'Union à la CEDH doivent être considérées non pas comme une alternative, mais comme des initiatives complémentaires aboutissant ensemble à une situation analogue à celle qui existe dans les systèmes juridiques nationaux.

À cet égard, certains intervenants ont souligné l'importance primordiale qu'ils attachent à l'adhésion de l'Union à la CEDH et rappelé les principaux arguments en faveur de l'adhésion évoqués dans le rapport du groupe. Certains considèrent que l'adhésion de l'Union à la CEDH est une nécessité si la Charte devient juridiquement contraignante, de manière à assurer que la relation entre les deux Cours de justice européennes soit réglée de manière adéquate; certains ont également appelé de leur vœux une déclaration politique en faveur de l'adhésion, qui accompagnerait le traité constitutionnel.

D'autres membres estiment que la Convention devrait se limiter à créer une base juridique autorisant l'Union à adhérer à la CEDH et laisser aux institutions de l'Union (sur la base d'une unanimité au sein du Conseil) le soin de décider l'ouverture de négociations d'adhésion et les modalités de celles-ci; un de ces membres a précisé que, avant une telle décision, il conviendrait d'examiner si une adhésion est possible sans empiéter sur l'autonomie du droit de l'Union, sans affecter les positions individuelles des États membres à l'égard de la CEDH et sans étendre les compétences de l'Union.

Un petit nombre de membres ont exprimé des réserves sur l'idée d'une adhésion de l'Union à la CEDH, souhaitant une réflexion plus approfondie sur la question de savoir si une telle démarche ne conduirait pas à une prolongation inutile des procédures judiciaires ou si elle ne risquerait pas d'étendre les compétences de l'Union ou de porter atteinte à la Cour de justice.

Plusieurs intervenants ont souligné l'importance d'un recours juridictionnel effectif et souhaitent une extension des droits des particuliers d'ester devant la Cour de justice des Communautés européennes, ou demandent que cette question soit examinée plus à fond. Ils ont fait valoir qu'il existe actuellement des lacunes de protection, vu les conditions strictes prévues à l'article 230, quatrième alinéa, du TCE, le fait que cet article ne mentionne que des actions menées contre les institutions, et non contre les organes de l'Union, et les limitations actuelles de juridiction dans le domaine de la Justice et des Affaires intérieures. Un membre souhaite un médiateur européen doté de pouvoirs renforcés en vue d'améliorer la protection des plaintes déposées par les citoyens.

Dans une déclaration finale en réponse à des points soulevés au cours de la discussion, le président du groupe a souligné que le rapport consensuel du groupe représentait un compromis. Il a expliqué que le texte proposé pour l'article 52, paragraphe 4, incorporerait dans la Charte l'approche déjà suivie par la Cour de justice, selon laquelle les traditions constitutionnelles communes n'obligent pas la Cour à se plier à un plus petit commun dénominateur, mais au contraire à désigner les valeurs communes des États membres, qui n'ont pas nécessairement la même portée ni le même sens dans toutes les constitutions. Il a souligné en outre que la Charte fait déjà une distinction nette et indéniable entre les droits subjectifs et les principes qui ne confèrent pas de droits automatiques à des avantages concrets mais appellent des actes de mise en œuvre, une distinction que la nouvelle disposition se contenterait d'exprimer en termes plus clairs. Quant aux "Explications" sur la Charte, il a confirmé que les explications du groupe devraient, dans le cadre des futurs travaux de la Convention, être ajoutées aux explications originales; il s'est dit prêt à entreprendre, en étroite consultation avec les membres du groupe, l'établissement d'une version consolidée et de soumettre celle-ci au Praesidium. Enfin, le président du groupe a indiqué que l'adhésion à la CEDH n'est pas de nature à entraîner des retards importants supplémentaires dans les procédures judiciaires, puisque les citoyens peuvent déjà maintenant, dans le cadre des procédures nationales relatives au droit de l'Union, invoquer la CEDH et s'adresser à la Cour de Strasbourg; l'adhésion permettrait cependant, en pareil cas, à l'Union, auteur des violations présumées des droits de l'homme, de se défendre elle-même au lieu d'obliger les États membres à assumer sa défense. Il a encore ajouté qu'il serait étrange que l'Union, qui exige des pays candidats qu'ils adhèrent à la CEDH comme condition de leur entrée dans l'Union, ne soit pas disposée à en faire de même.

Le président a encore félicité M. Vitorino et a exprimé son accord total sur son résumé du débat et des réactions à celui-ci.

6. Débat préliminaire sur l'avant projet d'un Traité constitutionnel

Les membres de la Convention ont exprimé leurs vues préliminaires sur l'avant projet de traité présenté par le président au nom du Praesidium.

L'architecture du futur traité a reçu un accueil favorable; la structure du traité a été jugée bonne, les éléments essentiels, à savoir, le caractère constitutionnel, le fait qu'il s'agit d'un traité unique, l'attribution explicite d'une personnalité juridique unique, la clarté et la lisibilité de la "colonne vertébrale" ont été saluées par les membres comme constituant une démarche courageuse qui répond aux attentes de la Convention et des citoyens.

Des commentaires plus spécifiques ont également été offerts:

- plusieurs conventionnels ont souligné l'importance des éléments de substance, notamment concernant les questions institutionnelles, qui viendront enrichir la structure; certains ont déjà entrevu dans le projet d'architecture un compromis équilibré; d'autres ont subordonné leur adhésion à la structure à un accord sur la solution qui sera finalement retenue pour les questions institutionnelles;
- quelques conventionnels ont souligné avec satisfaction que l'avant-projet pourra enfin donner aux citoyens la perception qu'ils font partie d'une union politique et pas uniquement d'un marché unique;
- quelques conventionnels ont suggéré que l'article premier fasse référence aux peuples et pas uniquement aux États; il a également été suggéré d'ajouter que les citoyens de l'Union sont unis par les mêmes valeurs;
- certains membres ont exprimé des réticences quant au langage de l'article 14, deuxième tiret (craignant que les termes "action conjointe des États membres" constituent un pas en arrière pour certaines politiques communes);
- certains membres ont fait valoir que les nouvelles politiques correspondent aux réelles priorités de l'Union mais qu'elles sont d'une nature différente de politiques "communautaires" et doivent dès lors faire l'objet de procédures spécifiques;
- l'importance de souligner dans le traité le caractère multiculturel de l'Union a été soulignée par plusieurs et celle de mentionner l'égalité hommes/femmes a été mentionnée par certains;
- le débat sur un nouveau nom à attribuer à la nouvelle Europe a été estimé inutile par un certain nombre de membres, la dénomination d'Union européenne étant à présent entrée dans le langage des citoyens;

- quelques membres ont souhaité que les Parlements nationaux soient mentionnés dans la partie fondamentale du traité;
- des interrogations ont été exprimées sur la citoyenneté, les compétences, l'existence dans le projet d'un titre "défense", et d'articles concernant le Congrès et la présidence du Conseil, les clause finales et les procédures de révision du traité.

En répliquant aux commentaires offerts et questions posées, le Président

- a souligné l'avancée importante que constitue le traité unique avec la disparition des piliers, ce qui n'implique pas automatiquement toutefois l'uniformisation des procédures et modalités; des procédures spécifiques pouvant être nécessaires en fonction de la nature de certaines politiques;
- a confirmé que les procédures de prise de décision et notamment la procédure législative seront comprises dans la partie fondamentale du traité;
- a souligné que les parlements nationaux ne peuvent être cités comme une institution européenne, mais seront en revanche mentionnés dans le cadre des procédures dans lesquelles ils seront impliqués (subsidiarité);
- a rappelé que les compétences sont déjà définies dans les traités actuels mais elles seraient dans le nouveau traité mieux systématisées;
- a observé que la défense commune existe déjà comme perspective dans les dispositions actuelles du TUE (article 17);
- a réitéré que l'existence de certains articles et leur contenu dépendra des débats de la Convention; leur mention dans la structure indique toutefois leur place éventuelle.

Le Président a conclu qu'à partir du début de l'année 2003, le Praesidium, en se fondant sur les éléments de substance qui se dégageront du débat sur les conclusions des groupes de travail, peut procéder à l'élaboration de propositions plus élaborées. Les questions institutionnelles, pour lesquelles il conviendra de garder une vue d'ensemble, ne seront pas confiées à des groupes de travail mais seront débattues en plénière.

II. PROCHAINE SESSION DE LA CONVENTION

Le Président a annoncé que la prochaine réunion de la Convention aura lieu le jeudi 7 novembre à partir de 15 heures et le vendredi 8 novembre à partir de 9 h 30. Elle sera consacrée à l'examen des rapports des groupes de travail sur la "Gouvernance économique", et les "Compétences complémentaires" ainsi qu'au débat sur "l'Europe sociale".

LA CONVENTION EUROPÉENNE

Session plénière 28-29 octobre 2002

LISTE DES ORATEURS

suivant l'ordre des interventions

Lundi 28 octobre

**2. Le rôle des Parlements nationaux (doc. CONV 353/02)
débat sur le rapport du Groupe IV "Parlements nationaux" présidé par M^{me} Stuart**

1. M. Erwin TEUFEL – Allemagne (Parlement)
2. M. Dick ROCHE – Irlande (Gouvernement)
3. M. Joschka FISCHER – Allemagne (Gouvernement)
4. M. Soren LEKBERG – Suède (Parlement)
5. M. Michel BARNIER – Commission
6. M. Elmar BROK – Parlement européen
7. M. Pierre LEQUILLER – France (Parlement)
8. M. Henrik HOLOLEI – Estonie (Gouvernement)
9. M. Kimmo KILJUNEN – Finlande (Parlement)
- (Carton bleu: Caspar EINEM)*
10. M. Jürgen MEYER – Allemagne (Parlement)
11. M. M. Andrew DUFF – Parlement européen
12. M. Alfonso DASTIS – Espagne (Gouvernement)
13. M. Tunne KELAM – Estonie (Parlement)
14. M. Aloiz PETERLE – Slovénie (Parlement)
15. M. Henrk Dam KRISTENSEN – Danemark (Parlement)
16. M. Mesut YILMAZ – Turquie (Gouvernement)
- (Carton bleu: G. AMATO)*
17. Mme Eduarda AZEVEDO – Portugal (Parlement)
18. M. Hubert HAENEL – France (Parlement)
19. M^{me} Pervenche BERES – Parlement européen
- (Cartons bleus: HAIN, MC CORMICK, PIETERS, MCLENNAN, FAYOT, DI RUPO, VOGGENHÜBER)*
20. M. Proinsias DE ROSSA – Irlande (Parlement)

21. M. Josep BORRELL FONTELLES – Espagne (Parlement)
22. M. Matti VANHANEN – Finlande (Parlement)
23. M. Inigo MENDEZ de VIGO – Parlement européen
24. M^{me} Hanja MAIJ-WEGGEN – Parlement européen
25. M^{me} Dalia KUTRAITE-GIEDRAITIENE – Lituanie (Parlement)
26. M. Gianfranco FINI – Italie (Gouvernement)
27. M. Pierre MOSCOVICI – France (Gouvernement)
28. Ali TEKIN – Turquie (Parlement)
29. M. William ABITBOL – Parlement européen
30. M. David HEATHCOAT-AMORY – Royaume Uni (Parlement)
(*Cartons bleus: BRUTON, TOMLINSON, MENDEZ DE VIGO*)
31. M. Pierre CHEVALIER – Belgique (Gouvernement)
32. M. Alberto COSTA – Portugal (Parlement)
33. M. Lamberto DINI – Italie (Parlement)
34. M. Hannes FARNLEITNER – Autriche (Gouvernement)
35. M. Frans TIMMERMANS – Pays Bas (Parlement)
36. M. Edvins INKENS – Lettonie (Parlement)
37. M. Panayotis DEMETRIOU – Chypre (Parlement)

LISTE DES ORATEURS

suivant l'ordre des interventions

5. **La Charte des droits fondamentaux (doc. CONV 354/02)**
– **débat sur le rapport du Groupe II présidé par M. Vitorino**

1. M. Ernani LOPES – Portugal (Gouvernement)
2. M. Inigo MENDEZ de VIGO – Parlement européen
3. M. Alexander ARABADJIEV – Bulgarie (Parlement)
4. M. Andrew DUFF – Parlement européen
5. M. René van der LINDEN – Pays Bas (Parlement)
6. M. Peter HAIN – Royaume Uni (Gouvernement)
7. M. Ben FAYOT – Luxembourg (Parlement)
8. M. Olivier DUHAMEL – Parlement européen
9. M. Jürgen MEYER – Allemagne (Parlement)
10. M. Alfonso DASTIS – Espagne (Gouvernement)
11. M. Dick ROCHE – Irlande (Gouvernement)
- (*Cartons bleus: Caspar EINEM, S. KAUFFMANN*)
12. M. Diego LOPEZ GARRIDO – Espagne (Parlement)
13. M^{me} Neli KUTSKOVA – Bulgarie (Gouvernement)
14. M. Neil Mac CORMICK – Parlement européen
15. M. A. Emre KOCAOĞLU – Turquie (Parlement)
16. M. Hubert HAENEL – France (Parlement)
17. M. Reinhard RACK – Parlement européen
18. M. Jozef OLEKSY – Pologne (Parlement)
19. M. Timothy KIRKHOPE – Parlement européen
20. M. Peter SERRACINO-INGLOTT – Malte (Gouvernement)
21. M. Mihael BREJC – Slovénie (Parlement)
22. M. Gianfranco FINI – Italie (Gouvernement)
23. M^{me} Anne VAN LANCKER – Parlement européen
24. M. Gabriel CISNEROS LABORDA – (Espagne Parlement)
25. M^{me} Elena PACIOTTI – Parlement européen

26. M. Ingvar SVENSSON – Suède (Parlement)
27. M^{me} Cristiana MUSCARDINI – Parlement européen
28. Pierre MOSCOVICI – France (Gouvernement)
29. M^{me} Lena HJELM-WALLEN – Suède (Gouvernement)
30. M. Niels PETERSEN – Danemark (Parlement)
- (Carton bleu: Peter HAIN, HELLE)*
31. M. Alberto COSTA – Portugal (Parlement)
32. M. Gijs de VRIES – Pays Bas (Gouvernement)
33. M. Henning CHRISTOPHERSEN – Danemark (Gouvernement)
34. M^{me} Hanja MAIJ-WEGGEN – Parlement européen
35. M. John BRUTON – Irlande (Parlement)
36. M^{me} Eleni MAVROU – Chypre (Parlement)

Débat préliminaire sur l'avant projet d'un Traité constitutionnel

Président Valéry Giscard d'Estaing

1. M. Klaus HÄNSCH – Parlement européen
 2. M^{me} Ana PALACIO – Espagne (Gouvernement)
 3. M. Andrew DUFF – Parlement européen
 4. M. Michel BARNIER – Commission
 5. M. Rytis MARTIKONIS – Lituanie (Gouvernement)
 6. M. Hubert HAENEL – France (Parlement)
 7. M. Josep BORRELL FONTELLES – Espagne (Parlement)
 8. M. Ernani LOPES – Portugal (Gouvernement)
 9. M. Gijs de VRIES – Pays Bas (Gouvernement)
 10. M. Alan LAMASSOURE – Parlement européen
 11. M. Peter HAIN – Royaume Uni (Gouvernement)
 12. M. Rihards PIKS – Lettonie (Parlement)
 13. M^{me} Danuta HŰBNER – Pologne (Gouvernement)
 14. M. Marco FOLLINI – Italie (Parlement)
 15. M. Dick ROCHE – Irlande (Gouvernement)
 16. M^{me} Teija TIILIKAINEN – Finlande (Gouvernement)
 17. M^{me} Marietta GIANNAKOU – Grèce (Parlement)
 18. M^{me} Hanja MAIJ-WEGGEN – Parlement européen
 19. M. Elmar BROK – Parlement européen
 20. M. Ben FAYOT – Luxembourg (Parlement)
 21. M^{me} Michael FRENDÓ – Malte (Parlement)
 22. M^{me} Linda McAVAN – Parlement européen
 23. M^{me} Lena HJELM-WALLEN – Suède (Gouvernement)
 24. M. Elio DI RUPO – Belgique (Parlement)
 25. M. Jen-Peter BONDE – Parlement européen
 26. M. Pierre MOSCOVICI – France (Gouvernement)
-